

AÏN-DEFLA

# Halte au gaspillage de l'eau !

**La wilaya de Aïn-Defla fait partie du bassin hydrographique Chelif-Zahrez, vu les infrastructures réalisées à ce jour d'une capacité de stockage hydrique de 449,09 hm³, avec un niveau actuel de remplissage équivalant au tiers de ses capacités, soit un taux de 34,92 % avec 171 hm³ auxquels il faut ajouter des ressources souterraines dont les potentialités sont estimées à 43,8 hm³ par an.**

De ce volume global disponible, les quantités prélevées destinées à l'alimentation en eau potable et à usage industriel sont de l'ordre de 57,96 hm³ par an dont 86,67 à partir des forages. La wilaya de Aïn-Defla ayant vocation agricole, 65,65 hm³/an vont à l'irrigation des grands périmètres d'irrigation et 141,67 hm³/an pour la petite et moyenne hydraulique (PMH).

La confrontation entre l'offre et la demande fait ressortir un déficit alarmant de l'ordre de 86,92 hm³ par an étant donné que le volume mobilisé est de 222,45 hm³ alors que l'utilisation atteint les 265,92 hm³ par an. Ceci indique nettement que l'on puise sur les réserves, ce qui entraîne une baisse inquiétante des niveaux piézoélectriques dans les zones de pompage, une diminution de la productivité des captages et une grande vulnérabilité en eau potable à partir des eaux souterraines.

Comment endiguer cette hémorragie ? Comment combattre le gaspillage ? Comment venir à bout du laxisme qui sévit ? Comment faire prendre conscience aux uns et aux autres, autant les

citoyens que les industriels, agriculteurs et autres tenanciers d'infrastructures hôtelières ou de services (bains-douches) que des prélèvements anarchiques, incontrôlés, mettent en danger cette ressource sans laquelle toute vie serait impossible ?

Afin de tirer la sonnette d'alarme, prévenir, aviser, faire prendre conscience... comment au moins rétablir l'équilibre entre disponibilité et consommation, l'Agence du bassin hydrographique du Chelif-Zahrez, dont le siège est installé à Chlef, a organisé mardi dernier au centre de l'Odej (Office des établissements de Jeunes, ex-CIAJ) une journée d'information à laquelle ont été conviés les différents représentants de consommateurs : industriels, agriculteurs, tenanciers d'infrastructures hôtelières et de services.

La première partie des travaux de cette rencontre a été consacrée à la revue des textes législatifs régissant la gestion des ressources hydriques et dispositions des textes de loi responsabilisant tout un chacun, citoyens, collectivités locales, gestionnaires, personnes morales

ou physiques. Le débat qui s'en est suivi entre des participants et le directeur de l'exécutif, Kadhi Abdelkader, accompagné du P/APW, a apporté un éclairage sur la situation qui prévaut dans le secteur de l'hydraulique. «Les eaux souterraines, l'eau potable appartiennent à l'Etat, c'est une ressource qui appartient à tous en tant que telle, chacun doit contribuer à participer à son usage en payant... Ce n'est pas parce que c'est un bien public qu'elle doit être gratuite et surtout gaspillée impunément...» Et d'ajouter que «pour endiguer le gaspillage, il est nécessaire d'instaurer l'auto-contrôle, par l'installation générale de compteurs de la consommation qui sera facturée». L'argent ainsi collecté servira à réinvestir, selon le wali, dans le secteur et améliorer les conditions de transport de l'eau (le réseau de distribution) ainsi que les équipements. Notons qu'une moyenne de 50 pompes sont à réparer ou changées chaque année sur le territoire de la wilaya.

A propos de consommation, toujours selon le directeur de l'exécutif, la moyenne admise mondialement est de l'ordre de 90 l/j/hab, le maximum toléré étant de 120 l/j/hab. Alors que la moyenne établie au niveau de la wilaya de Aïn-Defla atteint les 220 l/j et par habitant ce qui est abusif. Il relève que le cas de la commune d'El-Attaf est un cas particulier. «Les habitants n'ont eu que de l'eau saumâtre pen-

dant 26 ans, depuis le séisme du 10 octobre 1980, à la suite duquel, une cassure souterraine a entraîné une montée des eaux salées, rendant l'eau pompée dans le sous-sol impropre à la consommation. Cependant, avec le traitement des eaux de différents barrages, notamment celui de Zeddine et de nouveaux forages, la population dans cette localité dispose maintenant de 108 l d'eau douce par habitant et par jour. Parlant de perspective d'amélioration des conditions de distribution de l'eau potable le directeur de l'exécutif a déclaré : «Nous pouvons donner de l'eau potable à tous et 24h/24 avec le traitement des eaux du nouveau barrage de Sidi Ahmed Bentaïba, celui de Tipasa et de la retenue collinaire de Medéa, à condition toutefois que chacun fasse un effort pour bannir le gaspillage.»

S'agissant des forages clandestins, le wali a signalé qu'ils sont tous recensés et que les situations qui méritent seront régularisées tandis que les autres forages seront fermés ? Deux d'entre eux ont déjà fait l'objet de fermeture, indique-t-on. Cependant, malgré le travail de l'Agence du bassin hydrographique du Chelif-Zahrez, travail très louable, le chemin qui reste pour convaincre tout le monde de changer les comportements négatifs qu'est le gaspillage de la ressource la plus vitale est encore long.

Karim O.

## BACCALAURÉAT À BOUIRA

# Quand des candidates utilisent le hidjab pour le copiage

**Alors que dans l'ensemble, les examens du baccalauréat se sont déroulés dans de bonnes conditions au niveau des 42 centres d'examen de la wilaya de Bouira, des cas de copiage nous ont été signalés par les représentants du Cnapest au niveau de certains centres.**

C'est ce qui s'est passé, selon un communiqué rendu public mercredi par le Cnapest dans les centres d'examen Khider-Mohamed et Krim-Belkacem, à Bouira, dans un CEM à Haïzer et un lycée à Lakhdaria.

Cependant, ce qui est fort éloquent dans ces histoires de copiage, c'est que la tactique utilisée qui est presque la même : des filles en hidjab qui utilisent les écouteurs d'un potable cachés derrière le voile et la longue robe.

Le premier cas soulevé a été signalé au centre Mohamed-Khider, et c'est une surveillante qui s'en est rendue compte. Elle fouilla la candidate soupçonnée et trouva des écouteurs dans ses oreilles dissimulés sous le voile. La candidate libre a été renvoyée le lendemain par le chef du centre. Un autre cas a été signalé au lycée Krim-Belkacem, mais cette affaire a pris

des proportions très dangereuses. Nous sommes au troisième jour des examens. La candidate, que nous appellerons F., a remis comme tous les autres candidats son portable aux surveillants. Quelques minutes après le début de l'épreuve, une enseignante a remarqué un comportement anormal chez la candidate, et en la fouillant, elle trouva des écouteurs derrière son voile et un téléphone portable.

Rappelée à l'ordre, les surveillants ont confisqué son deuxième portable et lui ont permis de poursuivre son examen. Tout le monde croyait que l'épisode est clos mais dans la journée, la surveillante fut surprise de recevoir la visite chez elle, du père et des frères de la fameuse candidate F., venus pour exiger une explication. Ils défoncèrent la porte de chez elle et la pauvre surveillante, dont les cris avaient attiré les voisins, s'est évanouie et fut transportée vers l'hôpital. Enfin, l'autre cas des plus spectaculaires s'est produit dans un lycée à Lakhdaria. Une candidate scolarisée dans le nouveau système a pu s'inscrire par on ne sait quelle complicité dans l'ancien système. Le jour J, la fameuse candidate envoya sa sœur à sa place. Le fait est que sa sœur maîtrise mieux l'ancien système que le nouveau. Et pour réussir à induire en erreur les surveillants, elle feignit oublier sa carte d'identité

pendant la première journée. La même candidate dira aux autres surveillants chargés de la surveillance au deuxième jour des épreuves avoir oublié sa carte d'identité. Les surveillants, qui ont protesté, ont été rassurés par le chef du centre en déclarant connaître la candidate. Au troisième jour, après un autre oubli de la fameuse carte d'identité, les surveillants affiliés au Cnapest ont fait quelques recoupements et ont démasqué la fausse candidate qui a bénéficié de complicités à plusieurs niveaux.

A Haïzer, un candidat libre, fils d'un chef de service au niveau de la Direction de l'éducation, aurait bénéficié de tous les bons soins de la maman qui était affectée dans ce même centre pour surveiller... son fils. Aussi, le Cnapest demande-t-il «l'ouverture d'une véritable enquête pour sanctionner tous ceux qui étaient derrière ces complaisances et ses tentatives de tricherie».

Pour rappel, au niveau de la wilaya de Bouira, ils étaient 11 687 candidats scolarisés et 3 115 libres à être inscrits aux épreuves du baccalauréat. Au deuxième jour, le centre de suivi de l'épreuve au niveau de la wilaya a enregistré 91 absences pour des candidats scolarisés, soit 0,78% et 600 absents parmi les candidats libres, soit 16,34%.

Y. Y.

## TIZI-OUZOU

# Campagne de don du sang à Draâ El-Mizan

**A l'occasion de la Journée mondiale de don du sang, l'établissement public hospitalier de Draâ El-Mizan organise une campagne de don du sang aujourd'hui au niveau de l'hôpital Krim-Belkacem.**

Beaucoup de gens ignorent peut-être que le nombre de donneurs de sang réguliers en Algérie ne dépasse pas les 25 %. Mais la triste réalité est là, c'est le professeur Kamel Kezzal qui l'a déclaré lors d'une rencontre organisée au forum d'El Moudjahid, tenue mardi passé. Les chiffres avancés donnent à réfléchir : 51 % proviennent de donneurs familiaux, 26 % de

donneurs occasionnels et le reste (23 %) des donneurs réguliers. Lorsqu'on sait que les donneurs réguliers constituent une tranche essentielle et la plus importante dans les besoins en sang des hôpitaux, on peut avancer sans se tromper que le don du sang reste en deçà de la moyenne.

A Draâ El-Mizan, comme partout ailleurs, le phénomène demeure

le même, les gens ne se bousculent pas devant le portail de l'hôpital pour donner leur sang, pour sauver des vies. «Nos besoins en sang se multiplient de jour en jour, il faut des campagnes de sensibilisation pour que les gens viennent donner leur sang. La télévision, la radio et la presse écrite pourront largement contribuer à augmenter le nombre de donneurs volontaires», nous dira un chirurgien exerçant à l'hôpital Krim-Belkacem. Dans le même contexte, un donneur de sang occasionnel ajoutera : «C'est vrai que les organisateurs envoient des

ambulances à la recherche d'événements volontaires, mais il aurait été souhaitable de mettre à leur disposition un véhicule de collecte de sang. Il existe bien des sociétés de bienfaisance pouvant satisfaire l'achat de ces véhicules spéciaux». Pour inculquer et instaurer une culture de don du sang, les nouveaux programmes scolaires devraient contenir dans une matière donnée des chapitres traitant l'importance du tout petit geste de don du sang pouvant sauver des vies humaines.

Slimane S.

## SOUTIEN AU TERRORISME

# Des peines entre six mois et deux ans de réclusion à Sidi-Bel-Abbès

Alors que le ministère public avait requis entre un an de prison ferme pour non-dénonciation et cinq ans pour avoir soutenu, approvisionné et fourni des renseignements sur les forces de sécurité aux terroristes, les nommés B. H., B. S. et M. M. ont été condamnés par la cour criminelle de Sidi-Bel-Abbès, dans la journée de mercredi dernier, à deux ans de prison ferme, sous les chefs d'accusation de soutien et de financement du terrorisme armé, K. R. et H. M. ont été acquittés alors que S. M. a éclopé de six mois de prison pour non-dénonciation.

Le démantèlement de ce réseau de soutien au terrorisme a été possible après la reddition d'un terroriste, le nommé S. J., le 1<sup>er</sup> novembre 2007, qui lors de son interrogatoire par les services de sécurité avait déclaré que son groupe avait bénéficié du soutien, d'approvisionnement et de renseignements de la part des mis en cause dans la localité de Chetouane, dans la daïra de Benbadis (Sidi-Bel-Abbès). Les mis en cause avaient été d'un grand soutien pour l'activité terroriste en lui fournissant des sommes d'argent et des informations sur les éléments de sécurité. Au cours de leur interrogatoire, et devant la cour criminelle, les accusés ont catégoriquement nié les faits, à l'exception de S. M. qui a reconnu avoir été contacté par des terroristes pour leur fournir des renseignements sur les services de sécurité mais avait refusé de coopérer, selon lui.

A. M.

# Un jeune mortellement poignardé

Dans la soirée de mardi 10 juin dernier, le quartier du CPR, dans le chef-lieu de Sidi-Bel-Abbès, a été le théâtre d'un drame qui a hélas coûté la vie à un jeune homme, en l'occurrence le nommé M. Slimane, âgé de 25 ans. Dans des circonstances que déterminera avec exactitude l'enquête de la police, la victime aurait, d'après nos sources, été poignardée au niveau du cœur par un autre jeune qui a pris la fuite.

Evacuée vers les UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès, la victime a été admise au bloc opératoire pour une intervention, mais malheureusement, les urgentistes n'ont pas été d'un grand secours, pour elle vu qu'elle a reçu des coups dans une région vitale du corps, à savoir le cœur et qui, de plus, lors de son agression, a perdu beaucoup de sang sur les lieux du drame. L'on a appris en dernière minute que le présumé agresseur a été arrêté par les services de sécurité.

A. M.

## EXAMEN D'ENTRÉE AU CYCLE MOYEN À SAÏDA

# 81,42% de réussite

Sur un total de 12 334 candidats, dont 5 264 de la 5<sup>e</sup> année primaire ayant subi les épreuves d'entrée au cycle moyen, plus de la moitié ont franchi ce cap, soit 81,42%, classant ainsi la wilaya de Saïda à la deuxième place, après Alger-Centre, au niveau national.

Comme annoncé, une deuxième session est prévue pour les recalés des deux niveaux (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup>) le 24 juin prochain. On note, par ailleurs, que l'école Bennacef-Mahmoud, située à la cité Nasr, a obtenu le taux de réussite le plus élevé. Comparativement à l'année passée, le taux de réussite est supérieur.

M. B. Amine